

# synthèse

## NATIONALE

Supplément voltigeur à Synthèse nationale n°5 – Automne 2007

### **Ces capitalistes qui aiment votre argent mais pas votre identité...**

par Guirec Sèvres

Dans la première livraison de notre revue *Synthèse nationale*, il y a déjà un an, nous dénoncions ce phénomène récurrent dans la vie de notre pays qu'est l'esprit de collaboration. Chaque invasion, ou – pire encore - chaque menace d'invasion, a toujours trouvé les collabos qu'elle méritait. Si la collaboration idéologique peut trouver des explications plus ou moins rationnelles, il y a une autre forme de collaboration qui, elle, ne s'encombre pas de justifications futiles, c'est la collaboration économique. Et, dans ce domaine, ce qu'il est convenu d'appeler «le grand patronat» est passé orfèvre en la matière.

Ainsi, et il ne faut pas vraiment s'en étonner, l'invasion-immigration qui frappe actuellement notre pays, et notre continent, trouve parmi les plus zélés de ses collaborateurs (après en avoir été les géniteurs) une partie du grand patronat. Cette attitude n'est pas vraiment étonnante lorsque l'on sait que «collaboration» va toujours de pair avec «profits».

#### **La conjonction d'intérêts entre les capitalistes et les marxistes**

Ces grands patrons et les spéculateurs qui les soutiennent se soucient peu de ces réalités que sont les peuples et les nations. Les seules choses qui les intéressent vraiment sont les bénéfices qu'ils pourront tirer d'une situation donnée. Ne voulant pas voir plus loin que le bout de leur nez, ils refusèrent, au cours des années 50, 60 et 70 (les fameuses «trente glorieuses»), de procéder à la nécessaire modernisation de l'outil de production. Afin d'obtenir des profits à court terme et au lieu de doter notre industrie de moyens adaptés, ils préférèrent faire appel à une main d'œuvre facile à exploiter, essentiellement recrutée dans nos anciennes colonies. Dans cette démarche, ils trouvèrent un allié de poids : la gauche socialo-communiste qui, derrière une bouillie de bons sentiments, voyait déjà dans ces masses venues du Tiers-Monde un nouveau prolétariat de substitution et, à moyen terme, un électorat naïf et donc utile pour l'aider à conquérir le pouvoir. C'est ainsi qu'en 50 ans, plusieurs millions de personnes déracinées vinrent s'installer sur notre sol, modifiant de fait sensiblement notre sociologie naturelle. De cette surprenante conjonction d'intérêts entre un patronat des plus cyniques et une gauche des plus pragmatiques, la France ne cesse de payer aujourd'hui les conséquences. Car de simple «fait économique» l'immigration de travail, qui se voulait provisoire, s'est transformée en immigration de peuplement avec les effets politiques que cela entraîne.

Afin de légitimer cette situation peu reluisante et de museler toutes velléités d'opposition, le pouvoir en place, qu'il soit de «droite» ou de «gauche», a doté notre pays d'un arsenal juridique répressif impressionnant. Le

simple fait de manifester une quelconque interrogation à l'encontre de la politique d'immigration étant vite devenu susceptible de vous conduire tout droit devant la justice, beaucoup de Français préférèrent finalement fermer les yeux et admettre docilement cet état de fait. Qu'importe que des parties entières de notre territoire soient devenues des véritables zones de non-droit ou qu'elles soient tombées sous la tutelle des représentants spirituels d'une civilisation venue d'ailleurs, tant que l'on peut encore «rêver» le soir devant sa télévision et consommer à sa guise ce que la publicité et la mode nous imposent.. A force de refuser de voir les choses telles qu'elles sont, on finit par accepter n'importe quoi. Ainsi, lors de la dernière campagne présidentielle, les sommets furent atteints avec les élucubrations de certains candidats qui n'hésitaient plus à suggérer l'instauration de la «discrimination positive», à savoir la priorité d'embauche aux étrangers. Le drame, c'est que ces élucubrations sont en train de se transformer en réalités.

### **L'Oréal aime l'argent des Français mais préfère engager des étrangers**

Les aveux scandaleux, au cours de l'été, de l'un des dirigeants les plus célèbres de l'industrie française du luxe, à savoir Monsieur Jean-Paul Agon, Président-directeur général de L'Oréal, sont la parfaite illustration de cette attitude hypocrite des tenants de la haute-finance par rapport à l'immigration. En substance, Jean-Paul Agon, dans un entretien qu'il avait accordé au quotidien *Le Monde* daté du 12 juillet dernier, déclarait : «*Nous employons en France plus de 40 nationalités. En 2006, nous avons recruté 423 cadres et une centaine était d'origine étrangère. La loi nous interdit de compter le nombre de personnes issues de la diversité soit par le nom, soit par le lieu de résidence. Mais aujourd'hui, lorsque nous rencontrons un candidat qui a un prénom d'origine étrangère, il a plus de chances d'être recruté que celui qui porte un prénom français de souche*». On ne peut être plus clair... Que les étudiants français de souche le savent, le fait de s'appeler Dupont ou Martin est en train de devenir un handicap pour eux s'ils veulent trouver un emploi chez L'Oréal.

### **La saine réaction identitaire**

Mais ce que ce Monsieur Agon ignorait peut-être, c'est qu'il existe encore en France des Français qui n'ont pas l'intention de continuer à tout accepter sans réagir. Dès la publication dans le quotidien vespéral de référence de ses propos racistes anti-français, la réaction s'est organisée. Et, une fois de plus, ce sont les militants du Bloc identitaire qui passèrent les premiers à l'initiative. Une lettre fut envoyée par le président du Bloc, Fabrice Robert, à Madame Liliane Bettancourt, principale actionnaire du groupe et fille du regretté Eugène Schueller, son fondateur -qui avait une conception beaucoup plus saine de l'avenir de la nation française-, afin de la tenir informée des propos du PDG de son entreprise. Nous reproduisons ici le texte de cette lettre :

*Madame,*

*Nous vous prions de trouver joint un courrier envoyé à M. Agon, président-directeur général de L'Oréal, relatif à ses scandaleuses déclarations visant à instaurer une discrimination à l'embauche au sein de votre entreprise en faveur de toute personne n'étant pas « Française de souche », pour reprendre ses propos.*

*Nous ignorons si ces dispositions de M. Agon ont reçu votre agrément ou pas. Mais, cependant, nous ne croyons pas solliciter trop ardemment le passé pour affirmer qu'elles ne sont pas conformes à ce que pensait le fondateur de L'Oréal, votre père, M. Eugène Schueller.*

*Authentique patriote français, celui-ci n'avait pas pour seul but dans la vie l'argent et le triomphe du capitalisme marchand. Il n'aurait pas admis, ni même d'ailleurs imaginé, que sur leur propre sol, les Français soient traités en parias, que des étudiants français soient écartés, non au motif de leurs compétences, mais en raison de ce qu'ils sont : des Français et, précisons, des « Français de souche » comme l'on dit aujourd'hui.*

*Vous êtes la principale actionnaire de L'Oréal. Vous êtes, dit-on, une des premières fortunes de ce pays. Peut-être ce courrier ne passera-t-il pas le barrage de votre secrétariat. Peut-être n'avez-vous pas la possibilité d'intervenir dans la vie du management de L'Oréal. Tout cela, nous l'ignorons. Mais nous sommes persuadés, en revanche, que vous avez une responsabilité morale dans cette affaire. Nous souhaitons, avec respect, vous le rappeler. Il vous appartient maintenant d'agir ou pas pour que L'Oréal, après avoir été une entreprise française née du génie d'un homme, ne soit pas une machine commerciale anti-française.*

*Nous vous prions de croire, Madame, en l'expression de nos sentiments distingués.*

Et, pour être tout à fait complet, voici aussi le texte de la lettre adressée par Fabrice Robert à Jean-Paul Agon :

*Monsieur le Président,*

*Vous avez avoué dans la presse nationale pratiquer la discrimination à l'embauche au sein de votre entreprise en les termes suivants : « Aujourd'hui, lorsque nous rencontrons un candidat qui a un prénom d'origine étrangère, il a plus de chances d'être recruté que celui qui porte un prénom français de souche. » (Le Monde du 12 juillet 2007).*

*Il s'agit d'une violation évidente des lois contre le racisme et la discrimination. Peut-être estimez-vous que votre position ou le poids financier de votre entreprise, vous placent au dessus des lois de ce pays et, peut-être, avez-vous raison puisque, pour l'heure, aucun des offices ou autorité administrative spécialisés dans la lutte contre le racisme ne se sont saisis de cette affaire. De même, aucun parquet, aucun juge, ne semble intéressé à vous poursuivre, comme pourtant ils en ont le devoir et le pouvoir. Mais peut-être, encore, la magistrature ne lit-elle pas Le Monde.*

*Quoiqu'il en soit, Monsieur le Président, nous sommes en France, territoire habité par un peuple appelé Français, parmi lesquels un nombre encore important n'est pas disposé à être traité en citoyen de deuxième zone.*

*C'est la raison pour laquelle le Bloc Identitaire a décidé de lancer une grande campagne d'information sur votre politique de discrimination à l'embauche, et particulièrement à destination des étudiants en commerce. Ainsi, tout Français de souche qui sera refusé par votre entreprise après l'envoi d'un cv ou un entretien d'embauche, pourra légitimement s'interroger sur les motifs de votre refus. De même, nous demandons à nos avocats d'étudier la meilleure manière de déposer plainte contre vous devant la justice française ou européenne.*

*Il existe des lois pour frapper les Français suspects de racisme. Il est grand temps de les appliquer également contre ceux qui pratiquent un racisme et une discrimination envers les Français, dits de souche dans votre cas. Vous pouvez compter sur nous.*

Notre homme ne pourra donc pas dire qu'il n'était pas au courant...

Les identitaires vont maintenant amplifier leur campagne. Des distributions de tracts sont programmées devant les Grandes écoles afin de sensibiliser les étudiants sur les pratiques du groupe L'Oréal. De par les propos irresponsables de son PDG, cette boîte qui jouissait d'un certain prestige aux yeux des Françaises et des Français doit être maintenant dénoncée comme l'une des pièces maîtresses de la nouvelle collaboration.

En réagissant ainsi, nos amis démontrent à l'ensemble des dirigeants des grosses entreprises qu'ils ne pourront plus faire n'importe quoi afin de céder à la pression de la pensée unique et plaire au politiquement correct si cher à l'intelligentsia minable qui impose son point de vue à notre peuple.

Hélas, l'exemple de L'Oréal que nous citons ici n'est pas le seul. Il y a de nombreuses autres entreprises qui se conduisent de la même manière.

### **D'autres exemples qui ont été payants dans le passé**

Ce type d'action a prouvé, dans le passé, son efficacité. On se souvient comment, à l'époque où la moitié de notre continent crouissait sous le joug soviétique et que la menace communiste pesait réellement sur l'Europe occidentale et la France, ces grands patrons qui crevaient de trouille face au tout puissant Parti communiste s'empressaient d'acheter les bonnes grâces de celui-ci en remplissant les pages de sa presse (de *l'Humanité* et *l'Humanité dimanche* en particulier) de publicités. Soixante-dix grands patrons, parmi lesquels ceux du Club med', de Pernod-Ricard, de Renault, de Coca-Cola (évidemment), de la Samaritaine (ce qui ne lui a pas porté chance...), refilaient ainsi plus de dix milliards de centimes par an au Parti communiste français. Parmi ces patrons complices de la barbarie marxiste, il y avait aussi celui de... L'Oréal (pour 152 000 F. de l'époque) (1).

Une dynamique campagne d'information, initiée par Roland Gaucher (voir l'article qui lui est consacré dans ce numéro), fut alors menée par le Parti des forces nouvelles qui, à cette époque, incarnait la droite nationaliste. Des milliers d'affiches furent collées (jusque sur les portes des appartements de certains de ces patrons) et des

dizaines de milliers de tracts distribués par les militants du PFN. Les Français apprirent ainsi où le PC trouvait ses complices et les capitalistes prirent peur. Petit à petit, le volume de publicité dans la presse communiste régressa considérablement, l'influence du PC aussi (mais n'y voyez pas là la seule cause bien sûr). Comme quoi l'action militante est beaucoup plus efficace que certains le prétendent...

Néanmoins, 31 ans plus tard, il existe encore un certain nombre de sociétés capitalistes, telles Nestlé, Axa, le Crédit agricole, Thales, Pernod-Ricard, Renault (toujours eux), la SNCF, Kronenbourg, Orangina, Suez... qui n'hésitent pas à subventionner la fête annuelle de *l'Humanité*, qui est toujours le journal du Parti communiste français.

Autre exemple : A peu près à la même époque, le quotidien *l'Aurore*, qui était réputé plutôt «à droite», publia une série d'articles insultants à l'encontre de la droite nationale. Pourtant, nombre de Français nationaux continuaient à lire ce quotidien par fidélité et respect à l'attitude courageuse qui avait été la sienne à la fin de la guerre d'Algérie. Néanmoins, le temps avait passé et les rédacteurs de *l'Aurore* n'étaient plus les mêmes. Le Front national réagit à cette campagne diffamatoire en imprimant une affiche sur laquelle on pouvait lire : «*Nationaux, l'Aurore aime votre argent, mais n'aime pas vos idées*». Et *L'Aurore* disparut quelques années plus tard... (absorbée par *le Figaro*).

L'attitude de L'Oréal que nous dénonçons ici est à mettre dans le même panier que celle des groupes de la grande distribution comme Carrefour ou Cora qui ne se gênent pas pour faire un prosélytisme débordant afin de vendre des produits conformes aux règles musulmanes au moment du Ramadan.

L'attitude des capitalistes face aux fléaux qui menacent notre civilisation, qu'il s'agisse du communisme hier ou de l'islamisation aujourd'hui, est toujours la même : celle de la soumission et de la collaboration. Pour dénoncer leurs turpitudes, ils trouveront toujours en face d'eux les nationalistes et les identitaires. Qu'ils se le tiennent pour dit !

(1) *Initiative nationale*, organe du PFN, n°12 (décembre 1976) et n°13 (janvier 1977).

**Synthèse nationale : 116, rue de Charenton 75012 Paris**

**Le n° : 12,00 € - Abonnement simple (6 numéros) : 50,00 € Soutien : 100,00 €**

**Chèque à l'ordre de Synthèse nationale**

**Site : [www.synthesenationale.com](http://www.synthesenationale.com)**